



## **Victoire de la solidarité : le journaliste afghan Elyaas Ehsas éligible au droit d'asile en France**

Ça y est ! Elyaas Ehsas, journaliste afghan, a enfin obtenu, après une année de lutte, de pouvoir déposer une demande d'asile en France, alors qu'il était jusque-là menacé d'expulsion du territoire français.

∨  
La forte solidarité des syndicats de journalistes français (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes), afghan et suédois, l'engagement sans relâche de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), les multiples recours de son conseil, le soutien de nombreux parlementaires, mais aussi les incessantes adresses aux ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères, ont eu raison d'une situation kafkaïenne.

Elyaas Ehsas, reporter de guerre menacé dans son pays par les talibans, risquait d'être reconduit en Suède, pays par lequel il était officiellement entré dans l'espace Schengen et qui comptait l'expulser vers l'Afghanistan.

Un paradoxe d'autant plus incompréhensible que la famille d'Elyaas, évacuée en France après la prise du pouvoir par les talibans, allait pouvoir demander l'asile car doublement menacée par les talibans, du fait de sa proximité avec le reporter de guerre et parce que la jeune sœur du journaliste est une sportive, membre de l'équipe nationale afghane de basket.

Cette victoire d'Elyaas est le résultat de son long combat mené depuis 2015, date à laquelle il a gagné l'Europe après avoir fui à pied l'Afghanistan, où il était menacé de mort par les talibans en raison de son métier de journaliste et du fait de son appartenance à la minorité hazara, particulièrement ciblée par les talibans.

Sa demande d'asile en Suède ayant été rejetée et craignant que la Suède, selon ses pratiques habituelles, l'expulse vers l'Afghanistan, il a quitté ce pays en 2020 et a rejoint la France.

La lutte et la solidarité envers notre confrère doivent se poursuivre jusqu'à ce que soit officiellement reconnu son statut de réfugié. Un signe fort dont s'honorerait la France, face aux exactions des talibans contre nos consœurs et confrères et contre la liberté de la presse.

Avec la FIJ, poursuivons notre aide et notre soutien aux journalistes afghans qui cherchent à quitter leur pays pour échapper aux menaces dont ils font l'objet.

**Paris, le 19 novembre 2021.**